

**Assemblée générale**

Distr. générale
2 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 165 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération hybride

Union africaine-Nations Unies au Darfour

**Don au Gouvernement soudanais d'actifs appartenant
à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies
au Darfour**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport donne des informations détaillées sur la proposition qui est faite de faire don d'actifs appartenant à l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) au Gouvernement soudanais, conformément aux dispositions de l'article 5.14 e) du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. La valeur nette comptable de ces actifs s'élevait à 55 291 700 dollars au 1^{er} juillet 2021 (coût d'acquisition : 145 456 300 dollars des États-Unis).

Comme indiqué à la section III du présent rapport, la décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre est d'approuver le don d'actifs de la MINUAD au Gouvernement soudanais.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (13 décembre 2021).



I. Introduction

1. Le Conseil de sécurité a défini le mandat de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD) dans sa résolution 1769 (2007) du 31 juillet 2007. Dans sa résolution 2559 (2020), il a décidé de mettre fin à ce mandat à compter du 31 décembre 2020 et prié le Secrétaire général de commencer à réduire les effectifs de l'Opération le 1^{er} janvier 2021 et d'achever avant le 30 juin 2021 le retrait de tous les effectifs militaires et civils, à l'exception des personnes indispensables à la liquidation.

2. Dans la même résolution, le Conseil a pris note du rapport spécial du Président de la Commission de l'Union africaine et du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies sur la MINUAD et la présence de suivi de l'Opération (S/2020/1115). Au paragraphe 45 de ce rapport, le Conseil était informé que la dépollution de l'environnement, l'élimination de la présence de l'Opération et le rapatriement du personnel, des contingents et des policiers des sites fermés prendraient environ six mois, en fonction des conditions créées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la saison des pluies. Dans l'intervalle, la base de soutien logistique d'El-Fasher et une équipe réduite à Khartoum se chargeraient des opérations résiduelles nécessaires à la liquidation de l'Opération.

3. Dans le présent rapport, il est demandé à l'Assemblée générale d'approuver la cession d'actifs de la MINUAD par voie de don, comme le prévoit l'article 5.14 e) du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU, aux termes duquel les biens qui ont été installés dans un pays et dont le démantèlement entraverait le relèvement de ce pays sont remis au gouvernement dûment reconnu dudit pays moyennant indemnisation sous la forme qui aura été convenue par l'Organisation et le gouvernement. Sont notamment concernés les installations et équipements aéroportuaires, les bâtiments, les ponts et le matériel de déminage. Lorsque les biens ne peuvent être liquidés de cette manière ou autrement, ils sont transférés sans frais au gouvernement du pays concerné. Les transferts de ce type sont subordonnés à l'approbation préalable de l'Assemblée générale.

4. Au 30 juin 2021, la MINUAD avait mené à bien toutes les activités de retrait demandées dans la résolution 2559 (2020), constitué une équipe transversale pour la gestion de la liquidation et achevé la planification. La liquidation en soi a commencé le 1^{er} juillet 2021. Au vu des progrès réalisés entre le 1^{er} juillet et le 14 septembre et de ce qu'il restait à accomplir sur le terrain, et compte tenu de l'instabilité des conditions de sécurité sur place – des groupes armés signataires ayant encerclé la base de soutien logistique d'El-Fasher, entre autres –, le Siège de l'ONU a donné pour instruction à l'Opération d'organiser un départ accéléré d'El-Fasher. Ces activités comprendraient le retrait et le rapatriement de l'Unité de gardes des Nations Unies et de l'essentiel des effectifs civils, la liquidation des actifs restants et le transfert de la base de soutien logistique d'El-Fasher.

5. Dans le contexte de l'accord-cadre pour le transfert des bases d'opérations et des moyens de la MINUAD à des fins exclusivement civiles signé avec le Gouvernement soudanais le 4 mars 2021, l'Opération a entamé un dialogue avec l'équipe spéciale conjointe de ce dernier, le Gouverneur de la région du Darfour et les gouverneurs des cinq États du Darfour, auxquels il a recommandé d'établir un plan global de cession qui puisse appuyer les priorités du Gouvernement, en particulier la mise en œuvre du Plan national de protection des civils. Des experts de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS) et de l'équipe de pays des Nations Unies ont formulé des avis sur les bénéficiaires potentiels et sur les besoins qui pourraient être satisfaits, mais les décisions finales à cet égard appartiennent au pays hôte.

6. À la suite d'une entrevue que le Secrétaire général adjoint à l'appui opérationnel a eue avec le Gouvernement du pays hôte lors de sa visite au Soudan en juillet 2021 et de consultations ultérieures avec l'équipe spéciale conjointe du Gouvernement, des représentants du Bureau du Gouverneur de la région du Darfour et des gouvernements des États du Darfour ainsi que de la MINUATS et de l'équipe de pays des Nations Unies, l'équipe spéciale conjointe et la MINUAD ont signé, le 25 août 2021, un document récapitulant les décisions prises et les mesures convenues dans lequel était arrêté le plan de cession d'actifs de l'Opération, notamment par voie de dons, au Gouvernement soudanais dûment reconnu, conformément à l'article 5.14 e) du Règlement financier.

7. Le Gouvernement soudanais a officiellement approuvé le plan et, par une note verbale datée du 7 septembre 2021, le Ministère des affaires étrangères a demandé le transfert sans frais des actifs de la MINUAD à l'appui du Plan national de protection des civils. En outre, par une lettre datée du 12 septembre 2021, le Gouverneur de l'État du Darfour septentrional a présenté son plan à long terme pour l'utilisation à des fins civiles de la base de soutien logistique de la MINUAD à El-Fasher.

II. Don d'actifs au Gouvernement soudanais

8. Lors de la première phase de la période de liquidation (de juillet à septembre 2021), sur la base des besoins indiqués et d'une analyse coûts-avantages, l'Opération a commencé à transférer certains actifs à d'autres opérations de l'Organisation sur le terrain et à la réserve de matériel de l'ONU, conformément aux règles de l'Organisation et compte tenu de la durée d'utilité restante et du coût du transport de ces actifs. Par ailleurs, elle devrait achever, d'ici au 31 octobre 2021, la vente directe d'autres actifs aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies, à d'autres organisations internationales, à des organisations non gouvernementales et aux autorités compétentes de l'État hôte. Lorsque toutes les possibilités de transfert et de vente seront épuisées, les actifs tels que les installations aéroportuaires, les bâtiments et les ponts seront donnés au Gouvernement soudanais. Ces actifs se trouvant sur la base de soutien logistique d'El-Fasher, ils seront transférés au gouvernement de l'État du Darfour septentrional, le propriétaire des terrains, en vertu des baux fonciers signés avec lui.

9. Les actifs qu'il est envisagé de donner n'ont pu être liquidés d'une autre manière puisqu'il s'agit de biens immeubles, il ne serait pas rentable de les récupérer et il n'a pas été établi que d'autres opérations, la réserve de matériel de l'ONU ou des organismes, fonds ou programmes des Nations Unies en aient besoin. Leur démantèlement entraverait le relèvement du Soudan, en particulier de la région du Darfour, et il faudrait remettre les terrains et locaux dans leur état d'origine, ce qui ne serait pas dans l'intérêt de l'Organisation. En conséquence, il est proposé de les transférer sans frais au Gouvernement soudanais, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Actifs dont il est proposé de faire don au Gouvernement soudanais : récapitulatif

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie d'actifs</i>	<i>Sous-catégorie</i>	<i>Coût d'acquisition</i>	<i>Valeur nette comptable</i>
Bâtiments	Structures permanentes	28 405,6	21 475,5
	Bâtiment préfabriqués	32 609,6	687,0
Infrastructures	Infrastructures	84 441,1	33 129,2
Total		145 456,3	55 291,7

10. Afin d'accélérer les principales activités de liquidation, l'Opération a échelonné le transfert des éléments de la base d'El-Fasher, tout en exécutant le transfert coordonné, autorisé par le Conseil de sécurité, des responsabilités en matière de sécurité du camp de l'Unité de gardes des Nations Unies aux forces de police soudanaises. Cette façon de procéder, essentielle à une exploitation durable des secteurs du camp par les utilisateurs finaux désignés, lui permet également de s'acquitter de ses obligations environnementales en menant à bien une solide dépollution de l'environnement, la bioremédiation des sols pollués et la mise en place d'un dispositif pérenne de surveillance de l'environnement. L'Opération s'emploie en outre à renforcer la capacité de l'État du Darfour septentrional de gérer et d'exploiter la base de manière durable, notamment en conviant les utilisateurs finaux civils et des membres des forces de police soudanaises dans les secteurs concernés pour qu'ils assistent aux préparatifs du transfert de ces derniers et en faisant participer des fonctionnaires du pays hôte aux travaux de maintenance des infrastructures. Lorsque tous les biens installés auront été transférés, le Gouvernement soudanais, par l'intermédiaire du Gouverneur régional du Darfour et du Gouverneur du Darfour septentrional, assumera l'entière responsabilité de la gestion et de l'exploitation de la base.

11. Le 2 août et le 29 septembre 2021, forte des bons résultats du transfert échelonné d'autres sites de la MINUAD, et afin que le transfert au Gouvernement soudanais de la propriété de la base de soutien logistique d'El-Fasher, divisée en secteurs pour faciliter le processus, s'effectue de manière responsable et durable, l'Opération a placé deux secteurs du camp, avec tous les biens qui s'y trouvent, sous la garde provisoire du gouvernement du Darfour septentrional, au nom du Gouvernement soudanais. Un secteur abritera l'hôpital universitaire, la faculté de médecine et l'institut des technologies de l'information de l'université d'El-Fasher, et l'autre, le centre de formation du personnel de police féminin. Ces secteurs ont dû être placés sous la garde provisoire du gouvernement du Darfour septentrional afin que la base, qui s'étend sur une vaste superficie et comporte de multiples structures et éléments, puisse être fermée et transférée en temps voulu au Gouvernement soudanais et aux utilisateurs civils désignés. En outre, selon les enseignements tirés du transfert d'autres sites de l'Opération, la sécurité interne des effectifs et des biens de la MINUAD s'en trouvera renforcée. La date du transfert définitif fera l'objet de nouvelles discussions avec le Gouvernement soudanais. La valeur nette comptable des actifs (structures permanentes, bâtiments préfabriqués et infrastructures) ainsi placés sous la garde provisoire du gouvernement du Darfour septentrional s'élève à 5,5 millions de dollars (coût d'acquisition : 19,6 millions de dollars).

III. Décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

12. La décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre à sa soixante-seizième session au sujet du financement de la MINUAD est d'approuver le don d'actifs appartenant à l'Opération, d'une valeur nette comptable de 55 291 700 dollars (coût d'acquisition : 145 456 300 dollars), au Gouvernement soudanais.